

François Coustal

L'INCROYABLE HISTOIRE
DU NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



Passage à l'acte

En fait, l'idée de construire une nouvelle force politique et de « dépasser » la LCR n'est pas à proprement parler nouvelle. Après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, c'est même devenu le credo officiel de l'organisation. Historiquement, le courant politique qu'incarne alors la Ligue s'est construit tout au long du xx^e siècle en opposition au stalinisme. Il a tenté, dans des circonstances difficiles – et parfois tragiques – de maintenir vivant l'idéal d'un communisme à la fois démocratique et révolutionnaire. Mais quelle est aujourd'hui la pertinence de cette opposition au stalinisme, alors même que le stalinisme se disloque et qu'en France le PCF est sur le déclin ?

Et qu'en est-il du Parti socialiste ? Ce dernier est désormais hégémonique à gauche. Pourtant, depuis 1983 et le « tournant de la rigueur », il n'offre plus aucune perspective de réel changement. Au cours du dernier quart de siècle, il a été au pouvoir pendant quinze ans. Et cet exercice du pouvoir dans la durée a signé sa conversion au libéralisme. C'est une tendance générale, au-delà même des frontières.

Partout où des partis qui contestaient plus ou moins le système se sont alliés aux partis socialistes ou sociaux-démocrates dans l'espoir de les « pousser à gauche », comme l'ont fait en France le PCF et les Verts, ils ont été satellisés et discrédités.

Une nouvelle période s'est ouverte qui nécessite un nouveau programme politique et un nouveau parti pour le défendre. Depuis 1992, chaque congrès national de la Ligue réaffirme d'ailleurs la nécessité de « rassembler les anticapitalistes » de bâtir « une nouvelle force politique ». Mais, à l'évidence, en cet été 2007, quelque chose vient de changer. Ce qui n'était qu'un positionnement politique général, une référence un peu abstraite, est devenu un projet concret, une bataille immédiate. Cette fois-ci, c'est pour de bon !

Ce changement de braquet a mûri au sein de la direction dans les semaines qui ont suivi le premier tour de l'élection présidentielle de 2007. Alors que tous les autres candidats à la gauche du Parti socialiste se sont effondrés, le score d'Olivier Besancenot est plus qu'honorable : 4,08 %, 1 500 000 voix, 300 000 de plus qu'en 2002... Le siège national de la LCR a reçu des milliers de messages d'encouragement, des demandes d'informations ou de prise de contact ; des centaines d'interlocuteurs demandent à adhérer « à la LCR », bien qu'habitant parfois des localités où la Ligue n'existe même pas.

Traditionnellement, les élections législatives sont un cauchemar pour la Ligue. Mais, en juin 2007, l'écart entre les résultats recueillis par les candidats de la Ligue, présents dans 450 circonscriptions et le score d'Olivier Besancenot lors de l'élection présidentielle s'est un peu réduit ; l'implantation électorale s'est diversifiée et « nationalisée », comme disent les politologues. Alors que Nicolas Sarkozy et le nouveau gouvernement de François Fillon attaquent sans tarder acquis sociaux et libertés civiques, la gauche molle est aux abonnés absents. Des perspectives nouvelles de développement s'ouvrent donc pour la LCR. Beaucoup d'autres partis confrontés à ce genre de situation se seraient simplement sentis confortés dans leurs orientations et en seraient restés là : recruter, accueillir les nouveaux membres, développer l'organisation, la rénover.

Pourtant, progressivement, une conviction se fait jour parmi les responsables de la LCR : bien sûr, il est possible de franchir une étape et de se renforcer. Comme cela a été fait, toutes proportions gardées, après la première campagne présidentielle d'Olivier Besancenot en 2002. Mais, du fait de son histoire, la Ligue est largement identifiée à l'extrême gauche révolutionnaire, au « trotskisme », et même à une interprétation très particulière de celui-ci*. Cette

* Voir la note explicative sur la LCR p. 225.

histoire est honorable. Mais, en même temps, elle constitue une limite et érige une barrière entre l'organisation, désormais vieille de quatre décennies, et tous ceux qui, bien que largement en accord avec ses discours et ses propositions, ne peuvent se reconnaître dans des références, une histoire et une culture militante qui leur sont totalement étrangères. Le moment est venu de changer d'outil et de mettre en pratique le vieux rêve d'une nouvelle force politique. Évidemment, le succès est loin d'être assuré. Mais une deuxième conviction s'installe : personne ne nous reprochera d'avoir échoué. Par contre, beaucoup pourraient nous reprocher de ne même pas avoir essayé.

C'est le bilan tiré par de nombreux observateurs du déclin de Lutte Ouvrière*. En 1995, au premier tour de l'élection présidentielle, sa candidate – Arlette Laguiller – avait dépassé les 5 % : une première pour une organisation d'extrême gauche ! Dans la foulée, les dirigeants de LO avaient d'ailleurs lancé l'idée d'un nouveau parti. Puis, très vite, ils avaient renoncé. Par la suite, cet abandon avait conduit de nombreux électeurs ou sympathisants d'Arlette Laguiller à s'interroger : à quoi bon voter pour une candidate et soutenir une organisa-

* Des informations sur les différentes organisations sont données dans le lexique militant p. 229.

tion qui sont incapables d'utiliser leurs succès pour tenter de changer les choses ?

La discussion s'ouvre alors dans les instances de direction de la LCR : le bureau politique – l'exécutif de l'organisation, composé d'une vingtaine de membres – et la direction nationale (85 membres à l'époque). Se lancer dans une aventure qui implique, en cas de succès, rien de moins que la disparition de la LCR, n'est évidemment pas une décision anodine ! Elle suppose un large accord : comment, en effet, convaincre à l'extérieur des milliers de personnes de la validité du projet si l'on n'est incapable de convaincre dans ses propres rangs, à commencer par la direction ? C'est le premier obstacle de taille sur un parcours qui en comptera beaucoup.

De fait, après la victoire du « Non » lors du référendum sur la Constitution européenne en mai 2005, la Ligue s'est largement divisée sur les suites à y donner, notamment pour les élections présidentielles et législatives. Fallait-il prolonger l'arc de forces qui avait mené la campagne référendaire et présenter des candidats communs avec le Parti communiste et la mouvance antilibérale ? Ou bien prendre acte que les convergences politiques de l'époque, suffisantes pour s'opposer ensemble à la Constitution européenne, ne l'étaient pas pour affronter une consultation électorale dont l'enjeu était la question du pouvoir et des politiques à

mener. Comment, par simple souci unitaire, faire l'impasse sur le contenu anticapitaliste des mesures à proposer et sur le type de rapports à entretenir avec le Parti socialiste, principale force d'alternance mais irrémédiablement gagné au libéralisme ? Résultat : lors du congrès de janvier 2006, les militants auront eu le choix entre pas moins de cinq tendances ! Et il faudra convoquer une Conférence nationale, quelques mois plus tard, pour décider finalement de présenter Olivier Besancenot à l'élection présidentielle, sans toutefois exclure formellement la possibilité de parvenir encore à une candidature unitaire à la gauche du Parti socialiste. Autant de débats qui ont laissé des traces chez les militants.

Mais, à la mi-juin 2007, lorsque se tient la réunion de la direction nationale, chacun a conscience de l'enjeu. Soit l'organisation s'enlise à nouveau dans un débat rétrospectif, nostalgique et sans issue sur le bilan de la séquence passée : ce qu'il aurait fallu faire, ce qu'il n'aurait pas fallu faire, ce qu'il aurait fallu faire autrement... Soit, prenant appui sur son (relatif) succès à la présidentielle, elle en sort par le haut, autour d'un nouveau projet audacieux et mobilisateur, rassemblant des militants qui s'étaient affrontés, parfois durement, lors de la période précédente.

C'est ce défi que vont relever quatre des cinq tendances du congrès précédent. Par 75 % des suffrages, la direction nationale adopte un premier appel pour un nouveau parti anticapitaliste. Elle en ébauche la feuille de route. Des assemblées générales des sections et des fédérations se tiendront dès la semaine suivante, afin de rendre compte des travaux de la direction nationale. Fin août, lors de l'université d'été, Olivier Besancenot présentera publiquement le projet. Des « thèses politiques » seront mises en chantier et les militants devront se prononcer lors du congrès national de la LCR, programmé pour janvier 2008. Dès septembre, une campagne de réunions publiques locales sera organisée pour tester l'impact de cette initiative.

Mais, en réalité, l'écho immédiat rencontré par ce projet va quelque peu chambouler ce prudent calendrier, tandis que dans les discussions militantes, un nouveau sigle, relativement mystérieux, fait son apparition : NPA. NPA, pour « nouveau parti anticapitaliste ».



Bouches-du-Rhône : c'est parti !

L'aventure commence à Marseille. À Marseille, forcément. Depuis longtemps, la ville et, au-delà, les Bouches-du-Rhône ont une place à part dans le panthéon du mouvement social. Périodiquement, les dockers, les traminots ou encore les marins de la SNCM défraient la chronique, avec leurs méthodes de lutte sans concession. Périodiquement, de grandes manifestations ouvrières et populaires rassemblent des cortèges qui, mesurés à l'aune de la taille de l'agglomération, sont bien plus impressionnants que ceux de l'Île-de-France. Et puis, c'est à Marseille que, fin mai 2003, le mouvement pour la défense des retraites de la fonction publique a failli basculer : venu pour tenir un meeting syndical un peu routinier, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault fut accueilli par 100 000 manifestants scandant « Grève générale ! Grève générale ».

Un Parti communiste longtemps puissant et aujourd'hui en crise, un mouvement social actif, une tradition de luttes radicales : tout cela a donné naissance à un important milieu militant contestataire, rebelle et coutumier de la prise d'initiatives. Et si la

campagne présidentielle 2007 d'Olivier Besancenot y fut particulièrement dynamique, c'est également dans ce département que les comités de soutien et le meeting électoral de José Bové eurent le plus de succès. D'ailleurs, après l'échec de la recherche d'une candidature unitaire antilibérale pour l'élection présidentielle de 2007, c'est des Bouches-du-Rhône qu'était partie la pétition électronique destinée à relancer la candidature de José Bové. De même, l'existence dans la durée de groupes politiques locaux, sans référence aux partis politiques nationaux, tels Résister ou Ballon Rouge témoigne de la fertilité du milieu militant.

La LCR et Résister

La soixantaine passée, Samy Johsua milite depuis le milieu des années 60 au sein de la gauche révolutionnaire : l'opposition de gauche au sein de l'UEC, le Groupe 66, Révolution !, l'OCT (Organisation communiste des travailleurs) ; puis la LCR, depuis 1979. Initialement professeur de physique, il a bifurqué vers la recherche pédagogique. Plus de quatre décennies de militantisme l'ont conduit à beaucoup réfléchir sur l'avenir et les limites des organisations révolutionnaires. Avec des conclusions décoiffantes que, sans doute par déformation professionnelle de pédagogue, il préfère parfois énoncer sous forme de référence

aux mythologies anciennes... ou plus modernes.
Comme celles-ci :

Il nous faut éviter la malédiction de Moïse. Après avoir conduit le peuple des Hébreux pendant quarante ans à travers le désert, Moïse se vit interdit par Dieu de pénétrer sur la Terre Promise. Juste parce qu'il avait douté des actes du Seigneur. Pas souvent : une fois ! Il est clair pourtant que ce souci de l'orthodoxie est une impasse mortelle.

Avant d'ajouter :

Il sera plus difficile d'échapper à la malédiction de Frodon Sacquet, héros du *Seigneur des Anneaux*. Le glorieux Hobbit détruisit, après maintes péripéties, le dernier anneau qui manquait au Mal absolu pour étendre la nuit éternelle sur la Terre. Mais alors qu'il aurait dû couler ensuite des jours heureux dans son terroir natal, il fut conduit à quitter son pays paradisiaque. Lui, comme tous ceux qui avaient touché et convoité l'anneau. Le mal est contagieux, même pour ceux qui ont fait le bien. Oublier Moïse et toute Terre Promise et espérer échapper à la malédiction de l'anneau...

Une manière élégante et plaisante d'évoquer une question lancinante : pendant toute son existence, notre courant a combattu le stalinisme, au prix de l'isolement et de la marginalité. Cette lutte minoritaire de longue durée – depuis les années 20... du

siècle précédent –, ce face-à-face avec une bureaucratie aux réactions parfois brutales a forcément « déteint », nous a « contaminé » et a, fatalement, entraîné des déformations. Sera-t-il possible de dépasser cette situation et de se lancer sans nostalgie dans une nouvelle aventure, non plus en s'opposant au PCF, mais en construisant un outil efficace pour le monde du travail ?

Toujours est-il, Samy en est persuadé, que c'est maintenant ou jamais. Alors, il rencontre, il consulte, il discute avec tout ce que Marseille et les Bouches-du-Rhône comptent de cercles militants, politiques, syndicaux, associatifs. Et elles en comptent beaucoup ! Le Bureau fédéral de la LCR s'y met, notamment Camille Momane-Roux.

Alors qu'elle était étudiante à Aix-en-Provence, en 2001, celle-ci a commencé à militer sur les questions internationales, au sein de l'association Aix Solidarité. Puis elle a rejoint la LCR et, depuis plusieurs années maintenant, joue un rôle central dans l'animation politique de la fédération. Depuis janvier 2008, elle appartient à la direction nationale de la LCR. Côté professionnel, elle a pas mal galéré. Mais aujourd'hui, à 27 ans, elle vient de trouver un emploi à mi-temps de professeur de tennis, dans les « quartiers difficiles » de Marseille.

Avec d'autres, elle établit une liste des personnalités militantes qui pourraient être intéressées par

le projet du NPA et qu'il faut absolument contacter en priorité. Certaines d'entre elles vont d'ailleurs se lancer très rapidement et activement dans l'aventure, apportant leurs propres connaissances et réseaux au pot commun. C'est le cas d'Alain Castan, un militant politique très expérimenté. Et pour cause : dans les années 70, il a été membre du bureau politique du PCMLF, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, une organisation pro-chinoise de stricte obédience, volontiers qualifiée à l'époque par la Ligue de « mao-stalinienne » ! Ses contacts avec Samy et avec la Ligue ne datent pas d'aujourd'hui. C'est même au cours d'une fête départementale de la LCR, à la fin des années 90 qu'il a eu l'idée de créer un groupe politique local : Résister. En effet, à cette occasion, il avait revu toute une série d'anciens militants, qui n'étaient plus « encartés » depuis des années, qui fréquentaient la fête de la LCR parce que c'était la seule initiative politique à gauche de la gauche institutionnelle, mais sans l'intention de la rejoindre.

Pendant une dizaine d'années, Résister organise des discussions politiques régulières et une intense activité de solidarité avec les luttes du peuple palestinien, en participant aux missions civiles en Palestine, une initiative de jumelage entre localités françaises et palestiniennes. En 2001, des militants

de Résister sont présents sur les listes municipales de la gauche révolutionnaire, aux côtés de la LCR.

Les conjurés se répartissent les adresses et les numéros de téléphone et, inlassablement, démarchent. L'accueil est tout de suite extrêmement favorable. Un premier projet d'appel circule. Des réunions de travail sont organisées pour discuter le texte, mot à mot. Ces échanges finiront par porter leurs fruits quelques mois plus tard, début 2008, avec la création d'un collectif départemental d'initiative pour un nouveau parti anticapitaliste. Au-delà du texte d'appel lui-même, la liste des 28 signataires est significative, tant leurs parcours sont pluriels : militants des associations de lutte, syndicalistes (de divers syndicats, en particulier CGT, Solidaires, FSU), animateurs des mobilisations sociales des dernières années, militants politiques de groupes locaux, électeurs d'Olivier Besancenot ou de José Bové. Les militants et militantes de la LCR y sont d'ores et déjà en minorité... Ce message optimiste incite à examiner de plus près le « laboratoire » marseillais, et quelques-unes de ses figures.

Ballon Rouge

Marie-Christine Rubio-Mignon, assistante sociale, travaille comme attachée territoriale pour le Conseil général sur les projets d'insertion liés au RMI. Elle est militante active à la CGT et à Ballon Rouge, une

association politique locale d'Aubagne, née dans la foulée de la campagne présidentielle de Pierre Juquin. Ancien porte-parole du PCF, ce dernier avait rompu avec la direction communiste et s'était présenté à l'élection présidentielle de 1988, soutenu par une coalition d'organisations de la gauche radicale et alternative, dont la LCR. Depuis 1988 donc, Ballon Rouge publie un petit journal, organise des réunions à thème, avec la volonté de rassembler, de créer des espaces « à la base », de faire de la politique autrement. Une expérience de participation à la gestion municipale, en 1995, a largement vacciné les membres de l'association sur les rapports avec le PCF. L'association a également travaillé ponctuellement avec la LCR, comme lors des élections régionales de 1998.

Début octobre 2007, Samy est donc venu à une réunion de Ballon Rouge, pour expliquer la démarche de création d'un nouveau parti. Des mois plus tard, engagée dans le processus, Marie-Christine se souvient des réticences exprimées par l'assemblée. Et de son propre scepticisme, nourri par le regard très critique qu'elle portait sur la politique changeante de la LCR : campagne municipale très ouverte en 2001 dans le cadre de listes « 100 % à Gauche » puis, aux régionales de 2004, tête-à-tête exclusif avec Lutte Ouvrière ; participation aux collectifs unitaires contre la Constitution européenne

en 2005, puis campagne présidentielle en solo en 2007.

D'ailleurs, comme la très grande majorité des adhérents de Ballon Rouge, Marie-Christine a participé activement au collectif de soutien à la candidature de José Bové. Le soupçon que la LCR veuille simplement profiter du résultat d'Olivier Besancenot à l'élection présidentielle pour s'élargir plane sur la réunion. Jean-Paul Mignon, autre animateur de Ballon Rouge, partage alors les mêmes préoccupations : « On s'était beaucoup investis au moment des forums locaux lancés par la LCR en 2002, et on a eu l'impression d'être plaqués en cours de route. » Deux considérations vont cependant fissurer le mur du scepticisme et, sans emporter immédiatement la conviction, donner envie d'aller voir de plus près. Pour Marie-Christine : « Dans le contexte actuel, avec Sarkozy, on ne voit pas se dégager une force alternative, un pôle de contestation. Au moins, la Ligue propose quelque chose. Et puis, quand même, elle met la perspective de sa dissolution sur la table : ça mérite réflexion... » Même réflexion pour Jean-Paul : « Quand j'ai compris que la LCR mettait son existence même en jeu, j'ai pris le parti de lui faire confiance. » Finalement, Ballon Rouge ne s'implique pas dans la démarche en tant qu'association, mais nombre de ses adhérents vont le faire à titre individuel.

La défense des sans papiers

Florimont Guimard est professeur des écoles en centre ville. À 32 ans, il a déjà à son actif dix ans de militantisme en faveur des sans papiers. Avant sa mutation à Marseille, il enseignait à Paris, dans le quartier de la Goutte d'or et avait participé au lancement de RESF, le Réseau éducation sans frontières qui organise la mobilisation autour des élèves et des parents d'élèves menacés d'expulsion. L'antenne marseillaise de RESF s'est créée en 2005, avec plusieurs petits collectifs. Lorsqu'en 2006, Marseille est à son tour atteinte par la « chasse à l'enfant » voulue par le pouvoir, la riposte s'organise avec une certaine efficacité, les taux de régularisation frôlant les 20 %. Les marins CGT contribuent également à la résistance en s'opposant à l'expulsion d'un père d'élève via un navire de la SNCM. Du coup, les pouvoirs publics tentent de l'expulser par avion. Et, un beau jour de juin 2006, 200 manifestants se retrouvent à l'aéroport pour bloquer les enregistrements, puis se dirigent vers le tarmac où ils font face aux forces policières. Florimont participe à l'action, avec son véhicule. Non seulement le père de famille ne sera pas expulsé, mais il sera libéré : une victoire totale. Et une défaite pour les expulseurs, qui cherchent une petite revanche. Florimont est alors convoqué au commissariat, placé en garde-à-vue et accusé de « violences aggravées avec arme »

(la voiture !). Ce nouvel épisode dans la bataille pour judiciariser les mobilisations sociales et intimider les résistances va tourner court. En quelques semaines, la pétition de solidarité recueille 20 000 signatures dont celles de trois candidats à l'élection présidentielle : Olivier Besancenot, Marie-George Buffet et José Bové. Mais pas celle de Ségolène Royal... Le procès se tiendra des mois plus tard, en octobre 2007 : le parquet demande deux mois avec sursis. En décembre, le tribunal prononce la relaxe. Nouvelle victoire donc, mais dans un contexte où le rouleau compresseur des expulsions sous l'égide de Sarkozy et son ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux provoque démoralisation et démobilitation. Où l'on prend conscience des limites des associations et des réseaux et de la nécessité de faire de la politique. Pour Florimont :

L'initiative de la LCR, le nouveau parti, ça m'intéresse. Mais ça n'est pas un débouché à la lutte, comme on dit parfois. C'est surtout l'envie que cette lutte soit portée clairement. Or, à gauche, on a un problème avec les partis de gouvernement qui, sur ce terrain, n'ont pas la volonté de se différencier de la droite.

Et les syndicats ?

Des militants aux parcours politiques différents de ceux des militants de la LCR, des militants associatifs antiracistes : l'affaire commence à prendre

tournure. Mais, que serait un parti anticapitaliste qui ne regrouperait pas en priorité ceux et celles qui sont en première ligne des mobilisations sociales du monde du travail ? Gagner à l'idée d'un nouveau parti des syndicalistes combattifs, représentatifs de leurs collègues, est l'une des clés de la réussite. Naturellement, la LCR marseillaise en compte déjà dans ses rangs et entretient des liens étroits avec de nombreux autres. Aller ensemble à la bagarre, essayer de construire une alternative démocratique et combative aux bureaucraties syndicales relève d'une longue tradition. Comme est traditionnelle la réticence à franchir le pas « politique » : rentrer sur le terrain politique proprement dit ou, pire encore, sur celui des affrontements partisans ne va pas de soi. En même temps, beaucoup ressentent un manque. L'initiative de la LCR fournit ainsi matière à réactiver de nombreux débats sur la délicate articulation entre luttes sociales et action politique.

Enfin, une initiative va débloquer la situation : mi-janvier, le collectif d'initiative départemental en cours de constitution organise une rencontre entre les syndicalistes intéressés et Olivier Besancenot, dont la journée a été plutôt bien remplie. Il a d'abord rencontré des cheminots : syndiqués à la CGT et à SUD Rail, ils sont alors en pleine grève contre la mise en cause des régimes spéciaux de retraite. Ensuite, il a discuté longuement avec des

responsables associatifs qui interviennent auprès des jeunes des quartiers populaires. Puis est venu le moment de la rencontre avec les syndicalistes du département. À l'origine, elle avait été conçue comme une réunion de travail, restreinte, sur invitations nominales très ciblées. À l'heure dite, 90 syndicalistes se pressent dans la librairie militante Païdos. Autre succès non négligeable, quand on connaît l'état des relations intersyndicales, en particulier à Marseille : regrouper, dans la même salle, des syndicalistes de la CGT, de SUD Solidaires et de la FSU, avec un nombre conséquent de membres des directions syndicales du département, est un fait peu banal. Rapidement, le débat est lancé. Sur les luttes, bien sûr. Mais aussi sur le nouveau parti. Certains sont impatients et voudraient accélérer le rythme, alors que d'autres hésitent encore, craignant la confusion entre politique et syndicalisme ou ne se résignant pas à ce que la LCR soit la seule force politique nationale impliquée dans le projet... Mais, à l'évidence, la mayonnaise commence à prendre.

Fin janvier, le collectif d'initiative départemental tient une première conférence de presse, matérialisant l'avancée du processus et le rendant public. Puis, l'équipe s'attelle à la création de comités ou collectifs dans les localités du département et les quartiers de Marseille. Mais déjà se profilent les élections municipales, véritable baptême du feu...